

6 dossiers municipaux à surveiller en 2024

L'équipe municipale vous donne un avantgoût des dossiers qui occuperont l'actualité dans les mois à venir.

Le Journal de Québec · 30 déc. 2023 · 10 · STÉPHANIE MARTIN Le Journal de Québec TAÏEB MOALLA Le Journal de Québec

Comme chaque année, l'équipe municipale vous donne un avant-goût des dossiers qui occuperont l'actualité dans les mois à venir. Voici les projets à surveiller en 2024. **LE RÉSEAU STRUCTURANT**



Après avoir rejeté le plan B du maire Marchand, le gouvernement du Québec a mandaté la filiale d'infrastructures de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ Infra) pour identifier le meilleur projet de transport structurant pour Québec.

CDPQ Infra doit remettre ses conclusions à la fin du printemps 2024. Le maire Marchand espère que le gouvernement ira de l'avant rapidement aussitôt les conclusions de cette réflexion connues.

Une fois le projet accepté, l'une des questions importantes sera de connaître le maître d'oeuvre qui sera choisi pour le réaliser : CDPQ Infra ? La Ville de Québec ? Le secteur privé ? Ou encore la future Agence des transports qui est dans les cartons du gouvernement caquiste ?

LE TROISIÈME LIEN

Dans le cadre de ce même mandat, CDPQ Infra doit également identifier « la ou les solutions qui permettront d'améliorer la mobilité et la fluidité dans la Communauté métropolitaine de Québec, notamment entre les deux rives ». Il s'agit donc d'un retour à l'avant-scène du troisième lien routier interrives, qui pourrait d'ailleurs être un troisième pont.

La CAQ a promis ce mégaprojet lors des élections générales de 2018 et de 2022. Elle l'a abandonné au printemps 2023 avant de le ressusciter, à la surprise générale, en octobre, après sa défaite électorale du scrutin partiel dans Jean-talon.

LA CENTRALE DE POLICE

Après des années de planification et de construction, la nouvelle centrale de police de Québec sera enfin prête à accueillir les policiers en début d'année. La Ville a pris possession du bâtiment en novembre. Ensuite,

« il y aura le déménagement des effectifs et la réorganisation du travail sur les lieux mêmes, ce qui prendra quelque temps. Donc, pour parler d'ouverture officielle, ça nous amène au

début 2024 », a avisé Jean-pascal Lavoie, le porte-parole de la Municipalité. La centrale a connu des hausses majeures de coûts, qui se chiffrent aujourd'hui à 114,3 M\$.

LES NÉGOCIATIONS AVEC LES SYNDICATS

Les conventions collectives de l'écrasante majorité des employés municipaux de Québec arrivent à échéance le 31 décembre. Dès le début des négociations, à l'automne 2023, les policiers et les cols bleus ont prévenu que leurs demandes de rattrapage salarial seront importantes et que les pourparlers risqueront d'être difficiles. Du côté de l'administration Marchand, on assure miser sur « la bonne foi » de toutes les parties pour en arriver à des contrats de travail de cinq ans.

LE PONT DE QUÉBEC

C'est le jour de la marmotte pour le très rouillé pont de Québec. Cette infrastructure enregistre de nouveau sa présence dans cet exercice annuel traditionnel des dossiers à surveiller. Le gouvernement fédéral a confirmé à plusieurs reprises son intention de racheter le vieux pont, plus que centenaire, à son propriétaire : le Canadien National (CN). Mais les discussions, qui sont entourées d'un grand secret, traînent en longueur. Fin octobre 2023, Ottawa a encore affirmé « qu'on va avoir de bonnes nouvelles bientôt ».

LA MOBILITÉ ACTIVE

Dans les prochains mois, l'administration Marchand veut accélérer les projets liés à la mobilité active partout en ville. Notamment par l'aménagement de corridors Vélo cité, des voies sécurisées pour le cyclisme utilitaire, à l'année. Le premier verra le jour entre Charlesbourg et le centre-ville. Au printemps, le maire promet de présenter sa révolution pour rendre plus sécuritaires les déplacements des piétons, en améliorant par exemple les feux piétonniers. Il veut aussi augmenter le nombre de rues piétonnes dans le Vieux-Québec et développer de nouvelles places publiques.

Le Front commun obtient une hausse salariale de 17,4 % sur cinq ans

Le Journal de Québec · 04 janv. 2024 · 4 · DOMINIQUE LELIÈVRE — Avec la collaboration de Charles Mathieu, Bureau d'enquête

Les augmentations salariales négociées entre le Front commun et le gouvernement Legault s'élèvent à 17,4 % sur cinq ans, a confirmé le regroupement intersyndical après que l'information eut été ébruitée par son propre site internet.

C'est ce qui se trouve dans la proposition d'entente de principe conclue avec le gouvernement le 28 décembre, a reconnu hier l'alliance syndicale, qui représente 420 000 travailleurs de la santé et de l'éducation, dans une communication sur son site web en milieu de journée.

Une clause de protection du pouvoir d'achat couvrant les trois dernières années de la convention collective a également été prévue, selon l'organisation, qui se targue d'avoir réalisé « des gains importants » et remporté « de nombreuses améliorations des conditions de travail » tout en évitant « des reculs majeurs ».

Des bonifications concernant les assurances collectives, les vacances, les droits parentaux, l'attraction et la rétention des ouvriers spécialisés et des psychologues ont aussi été convenues, a-t-on appris.

Les détails de l'offre, qui doit encore être approuvée par les membres, seront acheminés à ces derniers « autour du 7 janvier ».

FUITE SUR SON SITE INTERNET

Jusqu'ici, pratiquement rien n'avait filtré de ce projet d'entente, intervenu après 11 journées de grève et une négociation âpre qui a monopolisé l'actualité politique tout l'automne.

Or, c'est une page hébergée discrètement sur le site web du Front commun le 31 décembre qui semble avoir vendu la mèche, après avoir été repérée par des internautes hier matin, car elle avait été enregistrée sur les serveurs de Google.

Selon nos informations, elle avait été préparée « au cas où les chiffres sortiraient dans les prochains jours ».

« La volonté du Front commun a toujours été de présenter en premier à ses membres le contenu de la proposition d'entente survenue à la table centrale. Toutefois, dans le contexte où l'information circule dans certains médias, nous souhaitons vous présenter les grandes lignes constituant l'hypothèse de règlement », pouvait-on lire dans cet avis visiblement rédigé à l'avance, qui donnait les faits saillants de l'accord.

Une source syndicale a confirmé au Journal l'authenticité des informations qui se trouvaient dans le document, qui s'est vite mis à circuler sur les réseaux sociaux et dont l'essentiel a finalement été reproduit par le Front commun sur son site internet.

PROPOSITION À L'ÉTUDE

Les instances des différents syndicats ont commencé à se réunir, hier, pour étudier la proposition de règlement et décider de la suite des choses.

Des assemblées générales sont anticipées au courant des prochaines semaines, au cours desquelles les travailleurs auront le dernier mot.

Le cabinet de la présidente du Conseil du trésor, Sonia Lebel, n'a pas voulu émettre de commentaires.

Une année très sombre pour la région de Québec

Le Journal de Québec · 30 déc. 2023 · 22 · Chroniqueuse politique karine.gagnon@ quebecormedia.com

L'année 2023 a été le théâtre du pire affront qu'un gouvernement aura servi à la ville de Québec et à son maire de toute son histoire. Bilan politique d'une année très difficile pour la grande région, où les projets tournent en rond et où l'absence de leadership continue de faire très mal. LE FLOP DE L'ANNÉE



En retirant le projet de tramway à la Ville de Québec, non seulement le gouvernement Legault a signé la mort du projet, mais il a fait perdre à la région de Québec de précieuses années et des milliards de dollars d'investissements. À cette catastrophe s'ajoute le fait que la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) s'est vu confier de réfléchir à la mobilité à Québec, comme si cette réflexion, appuyée sur des études et des consultations, n'était pas enclenchée depuis près de 15 ans déjà. En réalité, on comprend que le gouvernement ne cherche qu'à gagner du temps en attendant la création de son agence des transports. Ce faisant, il fait reculer de nombreuses années le développement de la région de la capitale nationale et de la deuxième plus grande ville du Québec. Mention spéciale de déshonneur à la ministre des Transports et de la Mobilité durable, Geneviève Guilbault. Par ses déclarations et sa mauvaise foi crasse dans ce dossier, celle que j'ai surnommée la ministre de l'immobilité durable a encore une fois donné l'impression de travailler contre sa région.

COUP DE THÉÂTRE

Peu d'observateurs croyaient à une victoire du PQ dans Jean-talon, seul comté de Québec où le parti n'avait jamais réussi à percer dans toute la grande région de Québec. Mais surtout, personne n'avait prédit une victoire aussi éclatante que celle de Pascal Paradis, candidat péquiste, qui l'a emporté avec le double des voix par rapport à la candidate caquiste. On croyait à une chaude lutte, mais finalement l'avance de M. Paradis était plus que confortable. Le nouveau député, le seul à représenter le PQ dans la région depuis le départ d'agnès Maltais en 2018, a dit souhaiter le retour d'un leadership fort pour Québec.

PRIX CITRON

Au lendemain de l'amère défaite dans Jean-talon, le premier ministre Legault a surpris tout le monde, y compris ses propres députés et ministres (!), en ressuscitant le troisième lien, projet qui étonnamment n'a jamais été pris au sérieux par son gouvernement. Après en avoir fait un engagement phare dans la région, en 2018, M. Legault avait continué de le promettre haut et fort, avant de le larguer au printemps suivant l'élection d'octobre 2022. Le projet fait maintenant partie de la réflexion sur la mobilité que doit mener la CDPQ en six mois, mais on ne dispose toujours d'aucun détail sur les coûts ni d'aucune étude qui viendrait l'appuyer. Pire, la

Ville de Québec révélait, en décembre, n'avoir reçu absolument aucun détail depuis quatre ans concernant ce fameux tunnel, alors qu'elle représente un acteur incontournable. C'est dire le peu d'avancement du mégaprojet et l'illusion que le gouvernement a pu entretenir autour.

COUP D'ÉPÉE DANS L'EAU

Avec la zone économique métropolitaine (ZEM), le gouvernement Legault et son ministre Jonatan Julien promettaient l'essor économique et social de toute la région, incluant la Rive-sud. La montagne a toutefois accouché d'une souris, soit un plan très vaseux et l'annonce d'une seule mesure concrète, un tarif réduit pour le laissez-passer métropolitain, qui aurait très bien pu se réaliser sans la ZEM. Le ministre avait fait de grandes promesses à son arrivée comme responsable de la région, mais faute du poids politique nécessaire, il n'a pas livré jusqu'à maintenant. Il s'était aussi présenté en défenseur du tramway, mais il a échoué sur toute la ligne dans ce dossier, le gouvernement ayant posé un geste qui équivaut à l'avoir mis hors circuit.

AU BANC DES PÉNALITÉS

En insistant sur le chiffre de 40 % d'appuis au tramway lors de la présentation d'un sondage Léger, plutôt que sur celui de 36 % qui correspondait au véritable niveau d'appuis, selon les paramètres des précédents sondages, Bruno Marchand a commis une importante gaffe. Pourtant, il avait été prévenu par la firme de sondage Léger de la confusion que cela pourrait générer. En conséquence, les médias ont été obligés de rectifier le tir dans les heures qui ont suivi la publication des résultats. Déjà que le tramway souffrait d'un déficit d'acceptabilité sociale, qui dépasse par ailleurs largement la responsabilité du maire dans le dossier, l'administration aurait dû redoubler de prudence dans sa façon de présenter les résultats. Une telle façon de faire, en plus de favoriser le cynisme envers les politiciens, a contribué à susciter la méfiance envers le maire et son équipe.

RETIRÉ SUR TROIS PRISES

Si le ridicule tuait, Patrick Paquet n'aurait pas survécu longtemps depuis son arrivée comme chef d'équipe Priorité Québec. Chroniqueur à Radio X, le seul chef non élu d'un parti politique municipal à Québec a affirmé tout sourire à TVA, lorsque la Ville a perdu le tramway, que c'était « un très grand jour ». Il a aussi salué « le courage du gouvernement Legault et de sa ministre des Transports ». Il s'est ainsi réjoui du fait que Québec venait de perdre beaucoup de temps et des milliards de dollars d'investissements pour le plus grand projet d'infrastructure de l'histoire de la région.

Quelques jours plus tôt, le chroniqueur de CHOI s'était aussi insurgé contre le fait que trois journalistes, dont moi, soient allés rencontrer le maire à son bureau au début de novembre, ce qu'il estime inconcevable. Pauvre lui, qui n'a visiblement rien compris du métier de journaliste et de chroniqueur, qui consiste précisément à discuter avec les différents acteurs dans les dossiers. À moins que ça ne soit de la démagogie de sa part ? On a déjà vu ça, après tout, sur les ondes de la radio poubelle.

Enfin, son parti, alors qu'il s'appelait toujours Québec 21, s'est ridiculisé en publiant des communiqués truffés d'erreurs d'orthographe, jusqu'à ce que Le Journal publie un article à ce

sujet. EQP a aussi publié une photo de la ville de... Montréal sur son site internet où il était question, évidemment, de la ville de Québec. Pathétique.

EN RÉTROPÉDALAGE

Le maire Bruno Marchand a créé beaucoup d'attentes lors de la campagne électorale de 2021 en laissant miroiter un objectif d'itinérance zéro pour 2025 à Québec. Le problème, outre l'objectif irréaliste, c'est que le maire n'a pas les coudées franches pour agir, contraint d'attendre le financement du gouvernement du Québec. Lors de sa présentation de la première Vision en matière d'itinérance, en novembre, le maire a donc été contraint de laisser tomber l'échéancier. Il faut tout de même saluer sa préoccupation pour la problématique, et le fait que la Ville y consacrera 1,5 M\$ de plus, pour un total de quatre millions. Il reste cependant encore énormément de travail à faire sur le territoire pour trouver des solutions, notamment dans Saint-roch.

GAGNER DU TEMPS

Malgré bien des promesses du gouvernement libéral fédéral, le dossier du pont de Québec, symbole emblématique et trésor patrimonial et architectural de Québec, n'est toujours pas réglé. Le gouvernement fédéral est toujours censé le racheter, et le mandat du négociateur Yvon Charest a été renouvelé, mais aucune décision n'a encore pu être annoncée. C'est navrant.

LE TOUR DE PASSE-PASSE

L'administration de Gilles Lehouillier a manqué de transparence dans sa présentation du budget 2024. Au lieu de présenter le montant à jour de la dette de la Ville de Lévis, qui continue d'augmenter année après année, le maire a choisi de présenter celle de l'an dernier, mais sans préciser quoi que ce soit. De plus, la méthode pour calculer le ratio dette-revenu avait été modifiée, encore là sans que ce soit mentionné aux journalistes ni dans le budget ni dans les communiqués. L'opposition a bien fait de porter plainte devant la Commission municipale du Québec, afin que les vérifications qui s'imposent puissent être effectuées.

Bruno Marchand a créé beaucoup d'attentes lors de la campagne électorale de 2021 en laissant miroiter un objectif d'itinérance zéro pour 2025 à Québec.